

 **COPIE**



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre**

Blois, le 17 août 2015

Unité territoriale de Loir-et-Cher

**Société Orléanaise d'assainissement
(SOA)**

41700 - CONTRES

**Demande d'antériorité
Proposition de prescriptions**

**Rapport de l'inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(BEAT)**

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe :

- Projet de prescriptions
- Copie du courrier adressé à l'exploitant.

L'objet du présent rapport est d'examiner diverses demandes de modifications du cadre réglementaire applicable aux installations de transit et de regroupement de déchets dangereux exploitées par SOA à CONTRES, ainsi que la proposition de calcul du montant des garanties financières à constituer pour ces installations.

I ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

I.1 Présentation du site

Raison sociale	Société orléanaise d'assainissement (SOA)
Adresse du site	10, rue Nicolas Appert ZI La Croix Saint Lhomert 41700 – CONTRES
Activité	Transit et regroupement de déchets dangereux
Régime / Classement ICPE	Autorisation

I.2 Cadre réglementaire

Les activités de SOA sont réglementées par un arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 autorisant la société SOA à exploiter une station de transit de déchets industriels sur la commune de CONTRES.

Par ailleurs, les activités exercées par SOA relèvent du champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

I.3 Classement des installations

Suite aux multiples évolutions de la nomenclature des installations classées constatées depuis 1997, le classement du site a été largement modifié. Ainsi, les principales évolutions réglementaires en question sont les suivantes :

- Modification des rubriques de la nomenclature relatives à la gestion des déchets par décret du 13 avril 2010,
- Création de la rubrique 1435 (stations-service) par décret du 13 avril 2010,
- Création de la rubrique 3550 dans le cadre de la transposition de la directive IED.

L'exploitant a sollicité le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 1435, 2716 et 2718 par courrier en date du 8 avril 2011, complété le 13 juillet 2011. Ce bénéfice de l'antériorité a été accordé par courrier préfectoral en date du 18 février 2014.

Le classement des installations s'établit dorénavant comme suit :

N° rubrique	Intitulé	Régime	Capacité
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	A	281 t
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	A	281 t
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 m³ mais inférieure à 1000 m³.	DC	190 m³
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur à 100 m³ d'essence et à 500 m³ au total.	NC	130 m³ de gazole
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t.	NC	34 t de gazole

II MODIFICATION DU CADRE RÉGLEMENTAIRE APPLICABLE AUX INSTALLATIONS

II.1 Demandes de modification des prescriptions formulées par l'exploitant

Par courrier en date du 24 janvier 2012, la SOA a sollicité l'allègement des valeurs-limites à l'émission des eaux rejetées au réseau des eaux usées de la commune de CONTRES. Cette demande a été réitérée le 10 juin 2013, conjointement à d'autres sollicitations relatives à l'installation de limiteurs de remplissage sur les cuves d'entreposage des déchets dangereux et à l'interdiction de laver sur le site les citernes ayant contenu des déchets dangereux.

II.1.1 Demande relative aux rejets aqueux

Les rejets aqueux issus du site exploité par SOA sont en fait principalement des eaux pluviales. L'ensemble des rejets du site est récapitulé dans le tableau suivant :

Type de rejet	Désignation du rejet	Exutoire	Référence du point de rejet
Eaux industrielles	Eaux de lavage des citernes ou conteneurs	Evacuation comme déchets dangereux	-
	Eaux de lavage extérieur des camions	Réseau des eaux usées puis STEP de CONTRES	EU2
	Eaux de ruissellement des aires de dépotage	Réseau des eaux usées puis STEP de CONTRES	EU2
Eaux pluviales	Eaux de ruissellement des toitures	Fossé bordant le site	EP1
	Eaux de ruissellement des voiries	Fossé bordant le site	EP2

L'objet de la demande est l'augmentation des valeurs-limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO5 et matières en suspension (MES). En effet, les niveaux d'émission actuels sont ceux d'un rejet au milieu naturel, donc difficiles à atteindre sans traitement spécifique. Or, l'exutoire des rejets est la station d'épuration de CONTRES, qui peut elle-même abattre une partie de la pollution véhiculée par les rejets, s'agissant de paramètres caractéristiques de la charge organique. Pour mémoire, l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation prévoit des valeurs-limites à l'émission plus élevées pour ces paramètres si les effluents sont rejetés dans une station d'épuration. Ces valeurs ne sont pas réglementairement applicables dans le cas présent car les installations de gestion des déchets ne sont pas comprises dans le champ d'application de cet arrêté, mais elles constituent un repère intéressant concernant les niveaux d'émission envisageables.

La demande de l'exploitant a reçu une première réponse de l'inspection par courrier en date du 18 septembre 2013, envisageant d'accéder partiellement à la demande de l'exploitant, sous réserve de l'accord du gestionnaire de la station. Le tableau suivant reprend l'ensemble des valeurs précédemment évoquées :

Paramètre	Valeurs-limites à l'émission (mg/l)				
	Arrêté préfectoral	Demandées par SOA	Proposées par l'inspection	Arrêté du 2/2/1998 (milieu naturel)	Arrêté du 2/2/1998 (station d'épuration)
DCO	200	1500 à 2000	500	300	2000
DBO5	100	600 à 800	200	100	800
MES	100	500 à 600	150	100	600

Cependant, il s'avère que la station de traitement des eaux usées de CONTRES a été modernisée en 2014. La société SOA a donc sollicité la mise à jour de l'autorisation de déversement existante, qui reprenait les termes de l'arrêté préfectoral.

Une proposition d'autorisation de déversement fixant de nouvelles valeurs-limites à l'émission a été transmise à l'inspection. Cette proposition élaborée par le gestionnaire de la station d'épuration fixe également des flux maximaux dans les rejets. Ainsi les nouvelles valeurs limites à l'émission seraient les suivantes :

Paramètre	Valeurs-limites à l'émission (Situation actuelle)		Valeurs-limites à l'émission (Projet d'autorisation de déversement)	
	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
Débit (m³/j)	4 (autorisé par l'arrêté préfectoral) 7 (situation réelle)		14	
DCO	200	1,4	1500	21
DBO5	100	0,7	600	8,4
MES	100	0,7	500	7

L'exploitant a de plus étudié l'impact de ses rejets sur le fonctionnement de la station de traitement des eaux usées. Il en ressort que les flux maximaux envoyés par SOA à la station sont très faibles devant la capacité nominale de 17000 équivalents-habitants de cette installation renouvelée.

Paramètre	Flux maximal émis par SOA (kg/j)	Flux maximal admissible par la station (kg/j)	Part de SOA dans la charge admise par la station après modification
DCO	21	2630	0,8 %
DBO5	8,4	1020	0,8 %
MES	7	1750	0,4 %

L'examen de ces données appelle deux remarques :

- Outre l'augmentation des concentrations de rejet, la nouvelle convention envisage également une augmentation des débits rejetés. Cette évolution permettrait de prendre en compte les situations de fortes pluies, les eaux rejetées étant en grande partie des eaux pluviales.

- Malgré cette double augmentation des rejets, ceux-ci restent marginaux par rapport à la capacité de la station d'épuration renouvelée.

En conséquence, et au vu de l'absence d'impact environnemental significatif généré par cette augmentation, il est proposé de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant sur ce point.

II.1.2 Demande relative au limiteur de remplissage

Par courrier en date du 10 juin 2013, l'exploitant a sollicité la suppression de la prescription de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 qui impose que les cuves de stockage de déchets soient équipées de limiteurs de remplissage. En effet, la présence de déchets flottants sur les déchets risque d'empêcher le bon fonctionnement de ces dispositifs, et ainsi de provoquer un déversement.

A cet égard, le courrier de l'inspection en date du 18 septembre 2013 donne une suite favorable à la demande de l'exploitant, sous réserve de l'installation d'une alarme de niveau haut et de la mise en place d'une procédure définissant la conduite à adopter en cas de déclenchement de cette alarme. Il est donc proposé de prendre en compte cette modification dans le projet de mise à jour de l'arrêté préfectoral réglementant les activités de SOA.

II.1.3 Demande relative au lavage des citernes

Par courrier en date du 10 juin 2013, la société SOA a sollicité la modification de l'article 73 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997, qui interdit « le lavage des citernes routières ou des fûts de déchets spéciaux ». Or SOA considère que les seules citernes routières intervenant sur le site sont celles chargées d'évacuer les déchets, qui arrivent préalablement rincées.

De fait, SOA procède au lavage de ses propres camions, considérant qu'il ne s'agit pas de citernes routières souillées par des déchets inconnus. En conséquence, l'objet de la modification est la clarification de la rédaction de l'article 73, suivant la proposition formulée par l'inspection le 18 septembre 2013 : « Le lavage des citernes et des fûts de déchets spéciaux est strictement interdit sur le site à l'exception des citernes des véhicules de collecte spécialisés de l'exploitant. Les effluents et déchets solides issus du lavage sont récupérés et stockés avec les déchets de même nature puis éliminés selon les filières dédiées. »

III DEMANDE D'ANTÉRIORITÉ RELATIVE À L'ACTIVITÉ DE MÉLANGE DE DÉCHETS DANGEREUX

III.1 Présentation de la demande de l'exploitant

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, de déchets dangereux avec des déchets non-dangereux et le mélange de déchets avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits par l'article L. 541-7-2 du Code de l'environnement. Des dérogations sont cependant prévues pour les installations classées pour la protection de l'environnement régulièrement autorisées.

Le décret n°2011-1934 du 22 décembre 2011 définit la procédure à suivre afin de bénéficier de ce régime dérogatoire, notamment dans le cas des installations existantes.

La demande émanant de SOA vise l'activité de mélange de déchets liquides issus des curages pratiqués sur le site.

III.2 Recevabilité de la demande

Les activités susmentionnées concernent le mélange de déchets qui peuvent présenter des propriétés de dangers différentes. Elles entrent donc bien dans le champ du décret « mélange ». Par ailleurs, la demande comprend l'ensemble des éléments requis à l'article D. 541-12-2 du Code de l'environnement, à savoir :

- une description des déchets destinés à être mélangés ;

- le cas échéant, une description des types de substances, matières ou produits destinés à être mélangés aux déchets ;
- le descriptif des opérations de mélange prévues, en particulier au regard des meilleures techniques disponibles, ainsi que les mesures envisagées pour limiter les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- les procédures mises en place pour éviter un mélange inapproprié, soit un mélange de déchets qui ne s'effectuerait pas selon les meilleures techniques disponibles ou qui mettrait en danger la santé humaine, nuirait à l'environnement ou aggraverait les effets nocifs des déchets mélangés sur l'une ou l'autre ;
- les mesures organisationnelles et opérationnelles prévues en cas de mélange inapproprié, notamment celles visant à prévenir les risques pour l'environnement et la santé humaine dans l'attente de la séparation des matières ou de leur transfert vers une installation adaptée.

Cependant, la description des déchets destinés à être mélangés n'identifie pas clairement les catégories de dangers associées à ces déchets. Ce problème découle de l'homogénéité des déchets gérés par SOA. En effet, les déchets collectés en vrac par SOA sont essentiellement des eaux souillées par des hydrocarbures. Les déchets liquides collectés en vrac par SOA ne relèvent donc pas *a priori* de catégories de dangers différentes et ne nécessitent donc pas de réaliser des opérations de mélange au sens réglementaire du terme. Dans l'état actuel des activités exercées par SOA, il est donc proposé à Monsieur le préfet de ne pas donner suite à la demande de dérogation à l'interdiction de réaliser des mélanges de déchets émise par la société SOA.

IV MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE 2010/75/UE RELATIVE AUX ÉMISSIONS INDUSTRIELLES

Les installations exploitées par SOA font partie du champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED) en raison de leur activité d'entreposage temporaire de déchets dangereux en quantité supérieure à 50 t. Cette activité n'étant auparavant pas visée par la directive IPPC, l'installation est considérée comme nouvelle entrante et devait à ce titre fournir un dossier de mise en conformité ainsi qu'un rapport de base.

Le dossier de mise en conformité comprend l'ensemble des éléments réglementairement requis. Son contenu ne met pas en lumière la nécessité d'un renforcement particulier des prescriptions applicables à SOA, si ce n'est l'intégration des prescriptions applicables à l'ensemble des installations visées par la directive IED (Mention de la rubrique et du BREF principal, dossier de réexamen).

Le rapport de base comprend lui aussi l'ensemble des éléments requis. Cependant, il ressort du rapport de base que l'emplacement des piézomètres actuels ne permet pas de mesurer l'impact du site sur les eaux souterraines au vu des caractéristiques de leur écoulement. En effet, deux des piézomètres se trouvent à l'amont du site tandis que le troisième est en position latérale par rapport aux installations du périmètre concerné par le rapport de base. Il est donc proposé de demander à l'exploitant de renforcer son réseau piézométrique afin de pouvoir caractériser l'état des eaux souterraines à l'aval des installations.

Par ailleurs, les mesures ayant montré la présence d'arsenic et de nickel dans l'un des piézomètres, il est proposé de prescrire à l'exploitant de mesurer ces paramètres en plus de ceux initialement prévu. Dans le cas où ces paramètres ne seraient pas quantifiés au cours des 5 prochaines campagnes, leur recherche pourra être arrêtée.

V GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est soumis aux garanties financières pour les installations classées relevant de la rubrique 2718.

V.1 Proposition de calcul

L'exploitant a évalué le montant de la garantie financière selon la formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. Le montant global M de la garantie est égal à :

$$M = Sc[Me + \alpha(Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

L'exploitant retient en particulier les hypothèses suivantes :

Sc	Coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est fixé à 1,10 par l'AM	
Me	Montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation	Quantités maximales de produits dangereux et déchets susceptibles d'être entreposés sur site : - Déchets dangereux : 281 tonnes - Déchets non-dangereux : 255 tonnes	74184,00 €
Mi	Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.	Une cuve enterrée de 40 m3 de carburant (gazole et GNR).	9600,00 €
Mc	Montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	Le périmètre est déjà clôturé. Seuls 9 panneaux sont donc nécessaires.	150,00 €
Ms	Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	Trois piézomètres sont déjà en place. Seul le coût d'analyse est donc considéré, à raison de 2 campagnes par ouvrage. Le diagnostic de pollution des sols est évalué sur la base d'un terrain de superficie égale à 10 000 m²	21000,00 €
Mg	Montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	Calcul correspondant à la mise en place de gardiennage à raison de deux heures par jour	15241,00 €
α	Indice d'actualisation des coûts	Fondé sur l'indice TPD1 calculé en base 2010 à l'échéance de mars 2015 (676,3)	1,0163

Le montant total des garanties financières est évalué par l'exploitant à 133 017 € TTC.

V.2 Analyse de l'inspection

En ce qui concerne les activités concernées par les garanties financières :

Conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le site est soumis à ces obligations à l'échéance du 1^{er} juillet 2012 pour ses activités relevant de la rubrique 2718.

En ce qui concerne le montant des garanties financières :

Le calcul proposé par l'exploitant et les hypothèses retenues sont conformes à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

Le montant des garanties financières retenu est donc celui proposé par l'exploitant, à savoir 133 017 €.

L'inspection souligne par ailleurs que l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 modifié impose à l'exploitant la présence d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site. Par ailleurs l'article 74 du même arrêté impose la surveillance des eaux souterraines au moyen de trois piézomètres.

L'inspection note cependant que la quantité maximale de déchets pouvant être stockée sur le site doit être encadrée plus précisément par voie réglementaire ;

En ce qui concerne le calendrier de constitution des garanties financières :

Les installations concernées de SOA sont des installations existantes au 1^{er} juillet 2012 soumises à obligation de garanties financières au titre de l'annexe I ou de l'annexe II (avec une échéance de début constitution au 1^{er} juillet 2015) de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

En conséquence, les garanties financières doivent être constituées selon le calendrier prévu par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

VI CONCLUSION

La Société Orléanaise d'assainissement a formulé plusieurs demandes de modifications du cadre réglementaire applicable aux installations qu'elle exploite sur la commune de CONTRES. Après analyse, l'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à ces demandes, sauf dans le cas de la demande de dérogation à l'interdiction de mélanger des déchets.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées approuve le montant des garanties financières proposé par SOA, moyennant sa mise à jour à la date du présent rapport, sous réserve de l'application de prescriptions encadrant les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site.

Un projet de prescriptions reprenant ces éléments, ainsi que les dispositions relatives à la mise en œuvre de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles est joint au présent rapport. Ce projet de prescriptions reprend les prescriptions de l'arrêté du 22 décembre 1997 mises à jour conformément au modèle de prescriptions national. Il devra être soumis à l'avis d'un prochain Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques.

L'inspecteur de l'environnement.

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur
le Préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur,
Le Chef de l'unité territoriale de Loir-et-Cher

